



Conférence

COMPRENDRE LES TRANSFORMATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST. LES DÉFIS POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Montréal, 22 janvier 2015

Conférence organisée par l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires
de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
de l'Université du Québec à Montréal

Comptes rendus par William Grenier-Chalifoux,
Chercheur en résidence, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires
Chaire Raoul-Dandurand

ALLOCUTION INAUGURALE

Michel Duval, président, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires; ancien ambassadeur canadien à l'ONU de 1997 à 2002.

M. Duval entame son allocution en illustrant en quoi les missions de paix et les opérations humanitaires sont toujours d'actualité et surtout, en quoi elles sont nécessaires au maintien de la sécurité internationale. Selon, M. Duval, les missions de paix demeurent l'outil le plus efficace pour le règlement pacifique des conflits. M. Duval souligne la contribution du rapport Brahimi de 2000 qui a établi un cadre de coopération efficace avec l'Afrique dans le cadre de l'ONU. En ce sens, les Missions de paix doivent être vues comme un investissement selon M. Duval, puisqu'elles sont beaucoup moins coûteuses que les interventions armées conventionnelles. Il termine son allocution en critiquant la diminution considérable de l'apport du Canada aux missions de paix.

Bruno Charbonneau, directeur, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires; professeur agrégé, Université Laurentienne.

M. Charbonneau débute son allocution en présentant les membres de l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, pour ensuite mettre de l'avant les thèmes qui seront abordés lors de la conférence. Il souligne les récentes crises ayant contribué à la déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest, à savoir Ebola, la transition politique au Burkina Faso ainsi que les interventions de la communauté internationale au Mali. Il conclut en posant les trois questions suivantes : quelles sont les responsabilités des dirigeants africains dans ces récentes crises ? Quelles sont les implications de la militarisation de l'Afrique de l'Ouest? Et finalement, pourquoi l'occident soutient certains régimes autoritaires en Afrique ?

PREMIÈRE PRÉSENTATION

- **Les conséquences de l'épidémie du virus Ébola pour la paix et la sécurité en Sierra Leone, Libéria, et Guinée**

Francine Fortune, consultante dans le domaine de la construction de la paix ; ancienne directrice Afrique, ONG Internationale *Search for Common Ground*.

Mme Francine Fortune débute son allocution en mentionnant que les épidémies comme Ebola n'ont rien de nouveau en Afrique, et que plusieurs d'entre elles ont été contenues avec succès dans le passé. L'objectif de sa présentation sera donc de répondre à la question suivante : quels sont les facteurs spécifiques ayant contribué à l'échec des politiques de prévention face à Ebola.

Dans un premier temps, Mme Fortune propose de retourner dans les années 1990, alors que des tensions entre les pays de la région créent un contexte d'insécurité et d'instabilité sociale où le crime organisé, le terrorisme et la pauvreté entraînent l'érosion de la gouvernance politique et sécuritaire. Bien que la plupart des conflits se soient soldés par la signature de traités de paix, les facteurs sous-jacents et structurels ayant mené aux conflits sont toujours bien présents, et ont même continué de s'aggraver jusqu'à aujourd'hui. C'est ainsi que Mme Fortune note trois dynamiques sociales découlant de ce contexte particulier et ayant contribué à l'échec des politiques de prévention face à Ebola: la nature de la paix, la relation de confiance déficiente entre le citoyen et l'État ainsi que le processus de reconstruction d'après la guerre.

Pour les Africains, la paix réside dans la stabilité politique, et les Africains ne votent pas nécessairement pour le gouvernement le plus efficace, mais plutôt pour le parti politique pouvant assurer la paix. Cette dynamique mène donc à une relation de confiance déficiente entre le citoyen et l'État. Mme Fortuna avance que dans les moments de crises, la méfiance des citoyens envers le gouvernement fait en sorte qu'elle n'est pas à l'écoute des campagnes de sensibilisation gouvernementale. Elle note aussi que la population se sent souvent instrumentalisée lors de périodes de crise, en raison de la propension des dirigeants à récolter des fonds auprès de la communauté internationale au nom de crises humanitaires, mais qui servent finalement à enrichir les élites politiques. La méfiance des populations envers leurs gouvernements aura conséquemment été un obstacle à la prévention de la crise Ebola. Finalement, les approches à la reconstruction après les nombreuses guerres civiles de la région ont été fondées sur des modèles occidentaux : une erreur selon Mme Fortuna. Ce sont des experts étrangers qui ont construit les écoles et les hôpitaux, qui s'avèrent non adaptés à la réalité de l'Afrique de l'Ouest. Les modèles de reconstruction n'ont pas pris en compte les praticiens faisant en sorte que ces institutions fonctionnent adéquatement, comme les infirmier(e)s et les enseignant(e)s. La reconstruction fut donc complètement déconnectée du contexte social, rendant ces institutions incapables de délivrer les services durant la crise.

Mme Fortuna conclut en rappelant que c'est principalement le manque de confiance dans les institutions publiques qui ont mené à la crise Ebola. En effet, sans la coopération du public, il fut extrêmement difficile de mettre en place des mesures sanitaires adéquates à la résolution de la crise Ebola.

DEUXIÈME PRÉSENTATION

- **Insurrection populaire, gestion de la transition et année électorale au Burkina Faso: maintenir la paix à tout prix**

Émile Ouédraogo, PhD, Institut de hautes études internationales et du développement de Genève (IHEID), Suisse ; chercheur en résidence, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, Chaire Raoul-Dandurand.

Dans son exposé, M. Ouédraogo aborde la question de la transition politique ayant actuellement lieu au Burkina Faso suite à l'insurrection populaire de décembre 2014. Il aborde les défis de cette transition politique ainsi que ses impacts éventuels sur la région. M. Ouédraogo débute son exposé en mentionnant que l'insurrection populaire de 2014 prend naissance dans la volonté du président Blaise Compaoré de briguer un troisième mandat présidentiel, alors qu'une jeunesse opposée au principe des élections à vie s'organise. Suite aux revendications de la société civile, le président Compaoré démissionne dans les règles de l'art, selon M. Ouédraogo, alors qu'il demande le transfert constitutionnel des pouvoirs. Cependant, cette transition échouera, les députés ayant pour la plupart fui l'Assemblée nationale suite à la démission du président. Un vide politique devra ainsi être comblé. À cet effet, en l'espace de quelques jours, trois politiciens se sont autoproclamés Présidents du Burkina Faso, illustrant la confusion régnant à l'Assemblée nationale.

Cette insurrection populaire laisse aujourd'hui place à un président transitoire, M. Michel Kafando, qui doit répondre au défi d'une transition politique incertaine. En effet, la transition doit aboutir à des élections en novembre 2015, et si le Burkina Faso a mis en place un système électoral relativement efficace depuis son indépendance, une nouvelle dynamique risque de faire déraiper le processus électoral : depuis 1990, les partis politiques se sont peu à peu

institutionnalisés, et une réelle opposition s'est organisée. Les derniers cycles électoraux furent l'objet de peu de contestation envers le président sortant, qui gagnait invariablement les élections. Ainsi, c'est le contexte électoral pluraliste qui est nouveau.

De plus, des considérations de nature régionale entrent en ligne de compte. C'est que les élections au Burkina Faso sont un enjeu majeur pour la paix et la sécurité de l'Afrique de l'Ouest; il y aura inmanquablement des répercussions sur les pays voisins comme le Mali, le Togo et la Côte d'Ivoire. M. Ouédraogo souligne qu'il s'agit aussi d'un enjeu international, puisqu'un État fragilisé en Afrique peut rapidement devenir la niche de groupes terroristes et du crime organisé.

Pour conclure, M. Émile Ouédraogo pose la question à savoir si l'insurrection qu'a connue le Burkina Faso le 30 octobre 2014 pourrait faire boule de neige dans les pays voisins, mais surtout, si la société civile burkinabaise est réellement prête à mettre en oeuvre une transition démocratique. Il note finalement qu'il est trop tôt pour savoir si la transition livrera toutes ses promesses, mais que des élections pluralistes, ouvertes et transparentes pourrait faire cas d'école pour la région.

TROISIÈME PRÉSENTATION

- **Les interventions internationales dans le cadre de la crise malienne**

Philippe Larose, candidat à la maîtrise, UQAM ; chercheur en résidence, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, Chaire Raoul-Dandurand.

M. Larose débute sa présentation en soulignant certains éléments contextuels nécessaires à la compréhension des interventions internationales au Mali depuis 2012. M. Larose souligne que la population et les principales structures administratives et politiques sont concentrées dans le sud du pays, alors que le nord demeure un vaste territoire désertique et peu peuplé. Cette situation aura favorisé une négligence politique de la région du nord depuis sa création, d'autant plus que les populations touarègues qui y vivent ont été absentes du processus de création de l'État malien. La rébellion des Touaregs de 2012 s'inscrit donc dans ce contexte de revendications d'une plus grande autonomie dans la gestion des territoires du nord. M. Larose souligne que la crise de 2012 n'est pas une nouveauté, et qu'au moins trois grands épisodes de crises depuis l'indépendance du pays en 1960 — en 1963, en 1990 et en 2006 — partagent le même type de revendications de la part des peuples du nord.

La militarisation de la région suite à la chute du régime de Kadhafi en 2011, qui provoque le retour de nombreux Touaregs souvent armés et entraînés au Mali, mènera à la formation du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) à la fin de l'année 2011, groupe laïque qui désire l'indépendance du nord. M. Larose souligne cependant la complexité des groupes islamistes présents dans la région, et propose une classification des principaux groupes circulant dans la région, à savoir Ansar Dine, AQMI et MUJAO. M. Larose souhaite ainsi souligner la complexité du contexte et de la dynamique malienne, où les protagonistes ne sont pas toujours facilement identifiables. Il s'agit d'une crise où se mélange des enjeux politiques et sociaux autant que nationaux que régionaux.

M. Larose divise la crise malienne en trois grands moments. Au début de l'année 2012, la crise se concentre au nord du pays, autour de l'enjeu de la gestion du territoire. Le 17 janvier marque le début des offensives pour l'obtention de l'indépendance de l'Azawad. À ce moment, la réponse du gouvernement est faible et mal organisée, notamment en raison du manque de moyen et d'efficacité de l'armée malienne. M. Larose mentionne aussi que le gouvernement est préoccupé par la fin du deuxième mandat d'Amadou Toumani Touré, laissant de côté la crise au nord. La crise atteint dans un second temps le sud du pays à la fin mars 2012, alors qu'un putsch contre le gouvernement organisé par la junte militaire qui considère que le gouvernement est incapable de faire face à la crise. Finalement, le troisième grand moment de la crise est la prise de contrôle du nord du pays qui culminera en la déclaration de l'indépendance de l'Azawad par le MNLA le 6 avril 2012. L'imposition de la Charia par les groupes djihadistes sur ces territoires mènera à une domination graduelle d'une lecture de nature terroriste du conflit. Ainsi, les questions politiques et sociales de fond seront graduellement évacuées au profit d'une vision sécuritaire. La France intervient donc au Mali dans le cadre de l'opération Serval le 11 janvier 2013 suite aux pressions de la communauté internationale, déployant autour de 4000 soldats français en sol malien. Le 1er juillet 2013, c'est le début de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

En guise de conclusion, M. Larose note que ces interventions de nature militaire favorisent une évacuation des dimensions politiques et sociales des problèmes maliens et contribuent à la dominance de la question sécuritaire en réponse à la crise, évacuant du même coup les réels enjeux ayant mené à la crise de 2012.

QUATRIÈME PRÉSENTATION

- **Reconfigurations du pouvoir politique et interventions internationales en Côte d'Ivoire**

Maxime Ricard, candidat au doctorat, UQAM ; chercheur en résidence, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, Chaire Raoul-Dandurand

M. Ricard amorce sa présentation en illustrant le contexte historique dans lequel s'inscrivent les interventions internationales en Côte d'Ivoire : dans les années 1980, le système de patronage complexe et fragile du père de l'indépendance ivoirienne Félix Houphouët-Boigny, dépendant à la fois des rentes des exportations agricoles, mais aussi de la relation spéciale avec l'ancienne puissance colonisatrice, la France, montre ses limites. La chute des cours des matières premières, les transformations de l'économie politique internationale et l'influence croissante des institutions de Bretton Woods par la mise en place des programmes d'ajustement structurel ont eu pour effet d'accélérer le processus de paupérisation de la société ivoirienne, remettant en cause la stabilité politique du pays. Dans ce contexte délétère, le jeu électoral favorise la montée des discours politiques radicaux autour de l'identité ivoirienne. Dans les années 1990 et 2000 se développe alors une crise profonde, où différentes interrogations déchirent le pays : qui est Ivoirien ? L'État ivoirien, pour qui et pour quoi ?

La crise politique commence réellement avec la tentative de coup d'État contre le président Laurent Gbagbo en septembre 2002, alors que des groupes militaires conquièrent le nord du pays. Ceci aboutit à une division du pays en deux zones. À partir de 2005, les démarches diplomatiques africaines de résolution du conflit, la mise en place d'un gouvernement d'Union

Nationale en 2007 ainsi que l'investissement financier des Nations Unies permettront d'aboutir aux élections présidentielles se déroulant en novembre 2011. Cependant, le refus de Laurent Gbagbo de reconnaître la victoire d'Alassane Ouattara plongera le pays dans une crise postélectorale se soldant par la résolution violente du conflit.

Depuis 2011, le pays est divisé sous Alassane Ouattara en zones d'influence avec chacune à sa tête un ancien commandant de zone ayant pris part aux rébellions de 2002 à 2011. Ceux-ci sont impliqués depuis 2011 dans l'exploitation et l'exportation illégales des ressources naturelles (noix de cajou, le bois, le coton, l'or, le diamant). Cette accumulation financière sert bien sûr à assurer les revenus des commandants de zone, ce qui perpétue l'influence et le contrôle des anciens chefs militaires de la rébellion. Cette accumulation sert cependant surtout à acheter des armes, malgré l'embargo décrété par le Conseil de Sécurité depuis 2006. Ces armes sont des ressources pour les élites en question, mais peuvent aussi être réexportées vers d'autres conflits, comme celui du Mali. Cette dynamique participe à cette militarisation de l'État et de la société en cours depuis la fin des années 1990, qui aurait des conséquences désastreuses advenant une crise politique.

L'ouest de la Côte d'Ivoire est un vrai défi politique pour le gouvernement d'Alassane Ouattara. La domination du réseau militaro-économique et de certaines milices exacerbe les pratiques de divisions entre différents segments de la population alors que de nombreux cas d'exactions sont régulièrement rapportés. M. Ricard souligne en guise de conclusion un aspect inquiétant pour l'avenir de la Côte d'Ivoire : l'accumulation financière de certaines élites continue de contribuer à la militarisation de l'État et de la société. En cas de crise politique majeure dans le pays, ceci pourrait alimenter la violence et les conflits armés, mais aussi participer à la circulation d'armes en Afrique de l'Ouest.